

IDENTIFIER LES ZONES OÙ L'EXPLOITATION ET LES ABUS SEXUELS (EAS) ET D'AUTRES VIOLATIONS DE LA PROTECTION NE SONT PAS SUFFISAMMENT SIGNALÉS.

Introduction

Cette étude de cas présente l'expérience de World Vision International, qui s'efforce de créer un environnement proactif pour le signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels (EAS). Il est bien connu que les cas d'exploitation et d'abus sexuels sont sous-déclarés même dans les contextes les plus sûrs et les plus favorables aux survivant-e-s, ce qui n'est qu'aggravé dans les contextes d'extrême vulnérabilité. Dans cette étude de cas, vous trouverez les leçons tirées d'un examen exhaustif des rapports d'EAS adressés aux bureaux de World Vision dans le monde entier afin de remédier à la sous-déclaration. Vous trouverez également des recommandations pour des mesures proactives de prévention et de détection basées sur l'expérience de WV en matière de sous-déclaration au niveau des bureaux locaux.

Recommandations

Sur la base de l'expérience de World Vision, les actions suivantes sont recommandées pour toutes les organisations :

Détection proactive :

- Adopter l'hypothèse selon **laquelle la sous-déclaration existe, et mettre en œuvre une prévention et une détection vigoureuses et proactives.**
- **Mettez en place et/ou participez à des équipes interagences** qui engagent de manière proactive la communauté, parlent de la sauvegarde et (de manière sûre, sexuée et appropriée) demandent si des violations ont eu lieu. Ceci est particulièrement important pour ceux qui interviennent dans le cadre de réponses fragiles ou humanitaires.
- Certaines organisations, notamment les organisations locales de femmes, jouissent

d'une plus grande confiance que d'autres, et le travail interagences peut s'appuyer sur ces forces.

- Les responsables doivent **demander à des tiers** (par exemple, des groupes de femmes locaux, des groupes de santé, des groupes de protection, des groupes de lutte contre la VBG, des réseaux PEAS, des chefs religieux et des ministères) d'effectuer des **"examens par les pairs"** ou des "bilans de santé" des programmes.

Le leadership :

- **Les dirigeant-e-s doivent régulièrement et de manière répétée partager et renforcer le message de la direction** selon lequel l'organisation a une culture et une politique de tolérance zéro pour l'inaction face à toute allégation d'inconduite sexuelle, de harcèlement sexuel ou d'exploitation et d'abus sexuels.
- Les organisations doivent sensibiliser les dirigeant-e-s au fait qu'une **augmentation des signalements est un signe que les systèmes fonctionnent, et récompenser les signalements lorsqu'ils se produisent.** Nous devons combattre la croyance erronée selon laquelle le signalement est un mauvais signe afin de soutenir une gestion de crise et d'incident solide et pondérée. Une option consiste à organiser des "semaines de sensibilisation à la protection" et d'autres conversations dirigées par les dirigeant-e-s à intervalles réguliers, y compris lorsque les membres de l'équipe de direction et les points focaux de protection visitent les bureaux locaux. Les dirigeant-e-s ne doivent pas oublier d'insister sur la nécessité de signaler même les informations non confirmées. D'après l'expérience de World Vision, lorsque les directeur-trice-s nationaux parlent souvent et de manière répétée de la tolérance zéro et qu'ils/elles célèbrent et reconnaissent les signalements, il y a davantage de signalements.

Contexte

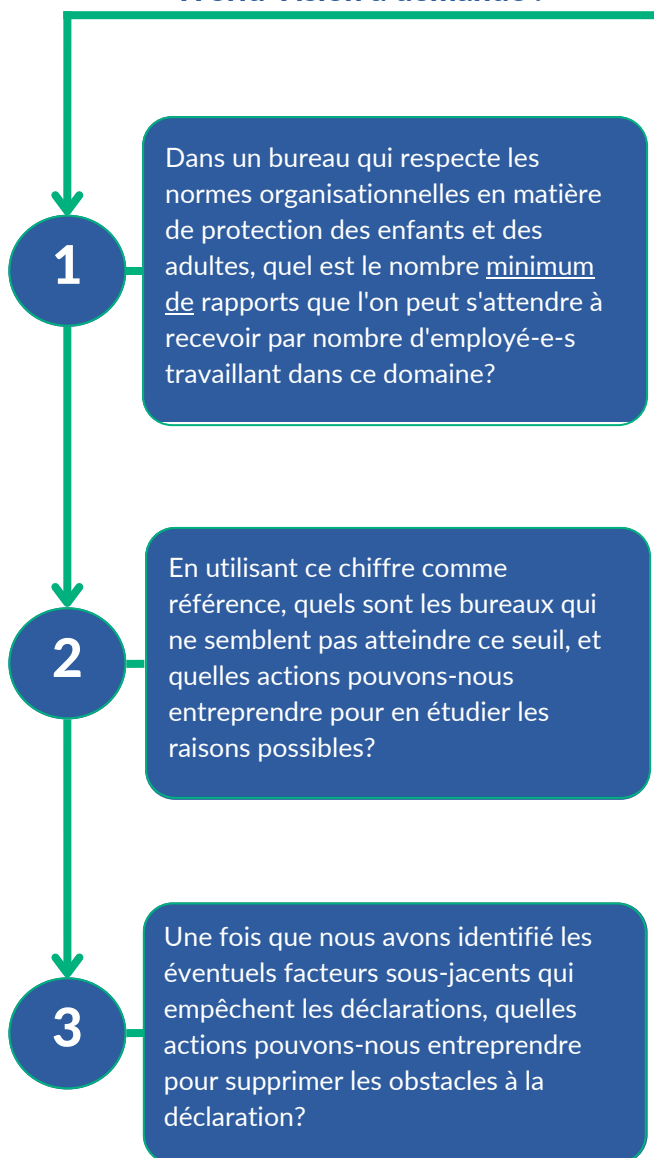
Depuis 2017, World Vision a constaté qu'il y avait un nombre inégal de rapports de violations de sauvegarde, notamment d'exploitation et d'abus sexuels, parmi ses bureaux qui gèrent des programmes avec des enfants et des communautés. Dans certaines situations, les bureaux se trouvaient dans des contextes et des cultures similaires, mais présentaient une forte variance dans le nombre de rapports soumis soit par le biais de mécanismes de retour d'information et de plaintes communautaires, soit directement à World Vision.



Méthodologie de l'outil

World Vision a une tolérance zéro pour le risque de violation de l'EAS. En tant que tel, nous supposons qu'il devrait y avoir des rapports dans toutes les opérations et tous les programmes. En utilisant l'analyse des contrôles de la politique de l'organisation, World Vision a déterminé un chiffre qui représente un nombre minimum de cas par 100 employé-e-s qui seraient typiquement signalés dans un bureau ayant un système de protection relativement sain en place. L'objectif n'était pas de déterminer combien d'incidents se produisent réellement, mais le nombre minimum d'allégations qui devraient être signalées, de manière générale, proportionnellement, en fonction de la taille.

World Vision a demandé :



Objectif

Cette analyse de la sous-déclaration est un outil de gestion qui peut être utilisé pour ouvrir des conversations sur des sujets sensibles tels que l'exploitation et les abus sexuels. Ceci est particulièrement important car, dans de nombreux contextes, il n'est pas encouragé d'admettre les faiblesses ou les défauts d'un système. Commencer par "Nous nous attendrions à voir un nombre X de rapports de votre bureau, mais à ce jour ce minimum n'a pas été atteint, quelle pourrait en être la cause?" permet d'explorer ensemble des solutions.

[1] World Vision a créé une référence interne, basée sur les bureaux qui adhéraient étroitement aux normes de sauvegarde. Le point de référence a été ajusté en fonction des degrés de vulnérabilité, ce qui a permis d'obtenir un chiffre considéré comme le nombre minimum que tout contexte devrait typiquement avoir sur une période d'un an s'il avait un système sain et fonctionnel en place.

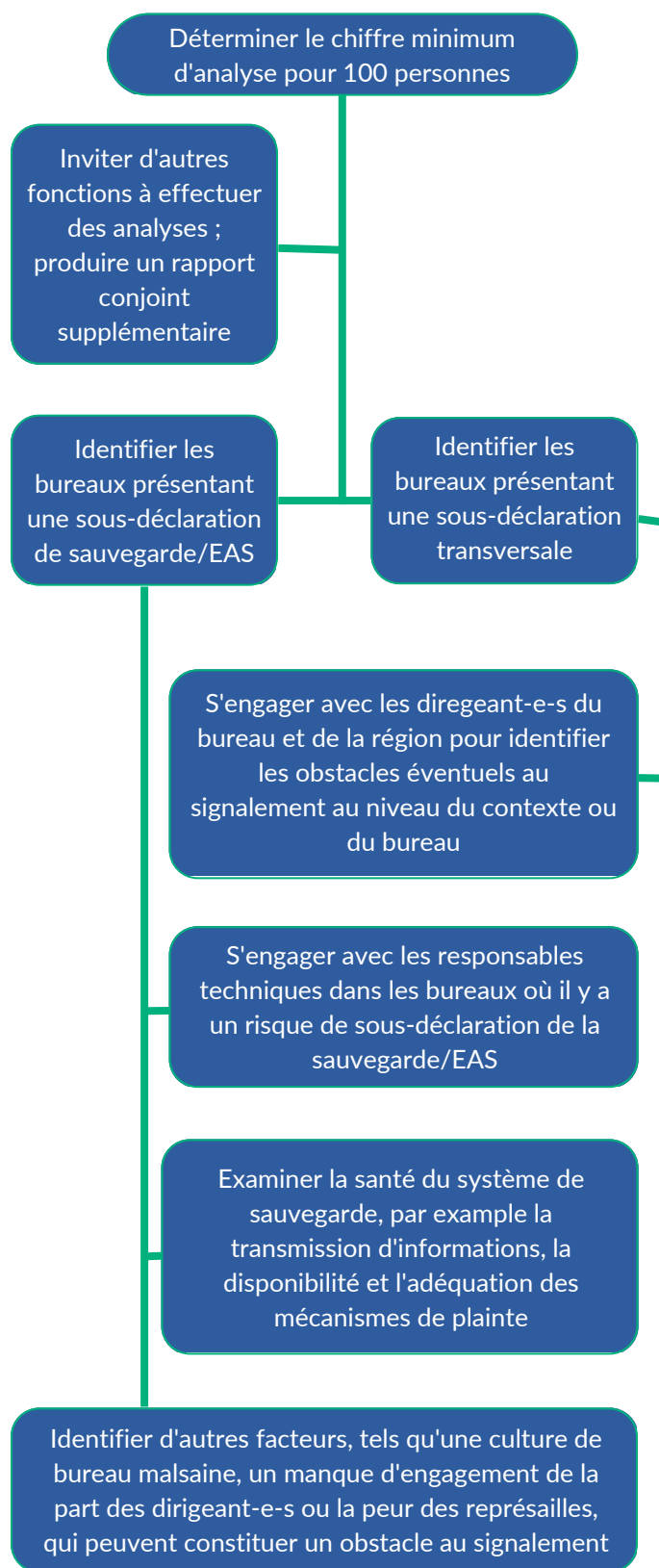
Une analyse sur plusieurs années fait également ressortir des tendances et des préoccupations qui pourraient refléter un leadership, une culture de bureau ou une culture locale continuant à empêcher les plaintes d'être signalées. Il faut noter qu'il s'agit d'une mesure parmi d'autres pour évaluer la sous-déclaration, et que les organisations, y compris WVI, ne peuvent et ne doivent pas uniquement s'y, et doivent chercher en permanence à développer des évaluations holistiques des risques.

Application

Une fois le chiffre minimum établi, World Vision a effectué l'analyse à partir des chiffres annuels des rapports de tous les bureaux qui gèrent des programmes au sein de World Vision International. Cela a permis d'établir une courte liste de bureaux qui n'atteignaient pas ce seuil minimum. Cette liste de bureaux a été partagée avec les responsables mondiaux et régionaux, ainsi qu'avec les responsables nationaux de ces bureaux. L'équipe de sauvegarde a ensuite procédé à un examen approfondi, notamment en menant des activités supplémentaires de suivi et de responsabilisation au niveau de la mise en œuvre dans certains bureaux. Il est essentiel de noter à nouveau que cet outil n'est pas utilisé comme une mesure de performance mais comme un outil de gestion pour entamer des conversations avec la direction des bureaux de terrain potentiellement confrontés à des problèmes de sous-déclaration.

Peu de temps après que le service de sauvegarde ait produit cette analyse, des fonctions telles que les ressources humaines, la gestion des urgences, le personnel chargé de la sauvegarde et de la protection de l'enfance se sont réunies pour élaborer des recommandations afin de répondre aux résultats.

Exemples de mesures prises :



- Amélioration du système de sauvegarde au niveau des programmes (amélioration de l'accès aux mécanismes de plainte et de leur pertinence).
- Renouvellement du processus d'information des membres de la communauté et du personnel sur les comportements inappropriés.
- Des discussions de groupe avec le personnel pour demander pourquoi il pourrait y avoir une sous-déclaration des cas (les réponses comprenaient "les gens ne savent pas que c'est mal", "les gens ne savent pas comment signaler", "nous avons suivi une formation approfondie et avons déjà renvoyé les membres du personnel qui ne correspondaient pas à nos valeurs", etc.)
- Renforcement positif des bureaux qui s'attaquent au problème afin d'encourager les efforts continus.
- Tableau de bord annuel montrant les bureaux qui s'améliorent et ceux qui figurent encore sur la liste
- Message du président à l'ensemble du personnel de World Vision sur la valeur essentielle de la sauvegarde en tant qu'expression de notre mission et de notre vision (pendant la semaine triennale de sensibilisation à la sauvegarde).

Qu'est-ce que la semaine de la sauvegarde?

Une campagne dédiée à la sensibilisation et à la reconnaissance des efforts du personnel en matière de sauvegarde est un acte significatif que les dirigeants-e-s peuvent prendre pour commencer à changer la culture du bureau et augmenter le signalement des violations.

Au niveau des bureaux et de l'organisation, World Vision a organisé des campagnes de sensibilisation et des formations approfondies. Le ton de ces événements était positif : être fier d'être une organisation qui protège les enfants et être engagé-e-s en ce sens. WV a mené une campagne interne, la Semaine de sensibilisation à la sauvegarde, au cours de laquelle le personnel a consacré 15 à 30 minutes par jour à des activités d'apprentissage sur la sauvegarde. Ces activités étaient à la fois virtuelles et en personne, mondiales et locales. Les bureaux individuels ont également organisé des séances d'approfondissement. Dans de nombreux bureaux, après les activités, le personnel s'est manifesté pour signaler des allégations, des incidents et des rumeurs de préjudice causé par le personnel et les affilié-e-s de la WV. Le personnel a également exprimé que les activités de sensibilisation ont créé la confiance dans le système, que des mesures appropriées et professionnelles seraient prises, et dans certains cas, ils/elles ont déclaré qu'ils/elles n'avaient pas réalisé que ce dont ils/elles avaient été témoins était une violation.

À propos de World Vision

World Vision est une organisation chrétienne mondiale d'aide humanitaire et de développement, qui travaille en partenariat avec les enfants, les familles et les communautés pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et de l'injustice. World Vision travaille dans plus de 100 pays et aide 4 millions d'enfants. La protection des enfants et des adultes vivant dans les communautés que nous servons est à la base de tout le travail de WV. Au cœur de tout ce que nous faisons, il y a notre engagement à ne faire aucun mal aux enfants, où qu'ils soient, ni aux adultes vivant là où World Vision met en oeuvre des programmes. Nous accordons une priorité à l'intérêt supérieur des enfants, des adultes et des communautés dans toutes nos actions et décisions.



DIGNA, LE CENTRE D'EXPERTISE CANADIEN DIGNA POUR LA PRÉVENTION DE L'EXPLOITATION ET DES ABUS SEXUELS EST UN PROGRAMME DU COOPÉRATION CANADA



DIGNA EST RENDU POSSIBLE EN PARTIE GRÂCE AU GÉNÉREUX SOUTIEN DU GOUVERNEMENT DU CANADA PAR L'ENTREMISE D'AFFAIRES MONDIALES CANADA